

**Projet GUI507**

**Unis dans nos différences – Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée**

**Financé par l'Union Européenne**

Search for Common Ground (SFCG) en Guinée est à la recherche d'un(e) consultant(e) en suivi et évaluation pour une étude de base pour un projet mené conjointement par SFCG et le partenaire de l'action *Quale* contribuant à **prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels**. L'étude devra être menée de juillet à Septembre 2018.

## 1. A propos de Search for Common Ground (SFCG)

---

### Aperçu général sur organisation

Search for Common Ground (SFCG) est un organisme international à but non lucratif qui favorise un règlement pacifique des conflits. Avec son siège à Washington DC et à Bruxelles, active depuis 1982, la mission de SFCG est de transformer la façon dont les individus, les organisations et les gouvernements gèrent les conflits - en s'éloignant des approches antagonistes et en favorisant les approches collaboratives. SFCG cherche à aider les parties en conflit à comprendre leurs différences et à agir sur leurs points communs. Avec un effectif d'environ 800 personnes dans le monde entier, SFCG met en œuvre des projets dans 49 pays, avec des bureaux permanents dans plus de 35 pays, en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et aux États-Unis.

### Notre vision

Bien que le conflit soit inévitable, la violence ne l'est pas ! Par conséquent, nous travaillons à réaliser des changements sociaux en transformant la façon dont les gens s'occupent des conflits - loin des approches violentes et contradictoires, vers une résolution collaborative des problèmes. Pour plus d'informations, visitez [www.sfcg.org](http://www.sfcg.org).

## 2. Description du projet

---

### 2.1. Contexte du projet

Fragilisé par de multiples fractures économiques, politiques et intercommunautaires, la Guinée reste sujet à des escalades parfois violentes de tensions autour de questions liées à la persistance de schéma de gouvernance exclusifs, au manque de transparence dans la gestion des affaires locales, à la défaillance de la justice, à l'accès difficile aux terres, aux ressources et aux infrastructures de base, et aux difficultés socioéconomiques à travers l'ensemble du pays. Les réformes structurelles initiées par les institutions guinéennes depuis 2010 dans plusieurs secteurs (notamment sécurité, santé, éducation, minier) ne sont pas toujours perçues ni comprises par la population, dont une large partie développe méfiance et mécontentement vis-à-vis des autorités qu'elle perçoit comme corrompues, et déconnectées de la réalité vécue par la majeure partie des citoyens guinéens, dont plus de 55% vit sous le seuil de pauvreté<sup>1</sup>.

Ces frustrations et tensions sont un terrain fertile pour la progression de discours de division et de violence, instrumentalisant les identités ethniques, linguistiques, régionales, et religieuses composant la population guinéenne. Une étude préliminaire menée dans le cadre du Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE)<sup>2</sup> a identifié

<sup>1</sup> <http://www.gn.undp.org/content/guinea/fr/home/countryinfo.html>

<sup>2</sup> BARRY Alpha Amadou Bano, MARTINEZ Luis, *Étude sur la radicalisation et l'extrémisme violent en Guinée*, Programme de prévention régionale contre l'extrémisme violent dans le Maghreb et le Sahel (PPREV-UE, financement IcSP), Octobre 2016.

un certain nombre de symptômes pouvant, à terme, annoncer l'aggravation des tensions entre individus, groupes et communautés et favoriser l'émergence de violences instrumentalisant les identités religieuses:

- **Tensions entre les courants (ou mouvances) religieuses** du fait de la progression de l'attrait vers de nouvelles communautés religieuses par le biais de financement d'infrastructures sociales (écoles, mosquées, centres de santé, forages) reçus de l'extérieur, notamment des pays du Golfe et de la sous-région sahélienne.
- **Divisions intra- et interfamiliales** liées aux pratiques du rite religieux, notamment lors des cérémonies rythmant la vie sociale (enterrement, mariage, baptême).
- **Crispations communautaires, et collusion entre les conflits d'ordre politiques, sociaux, économiques et religieux**, menant à des tensions parfois violentes et se manifestant par des attaques, parfois contre des lieux de culte.

SFCG définit l'extrémisme violent comme le choix que font les individus d'utiliser ou de soutenir la violence pour promouvoir une cause fondée sur l'identité exclusive d'un groupe. Ni l'identité de l'auteur de la violence, ni la nature de l'idéologie à laquelle il/elle adhère, ne détermine son appartenance à un mouvement extrémiste violent. Par contre, l'utilisation de la violence pour avancer cette idéologie fondée sur une logique d'exclusion, qui vise à éliminer un autre groupe, une culture ou une identité, se rapporte à l'extrémisme violent<sup>3</sup>. Une étude menée par les équipes de SFCG en ligne auprès de 122 jeunes représentant 14 pays affectés par l'extrémisme violent<sup>4</sup> a identifié cinq principaux facteurs poussant les jeunes à adhérer à des groupes extrémistes violents :

- *La perception de l'injustice et la corruption*
- *Le manque d'éducation et de pensée critique*
- *L'aliénation*
- *Le manque de plateformes d'expression*
- *La marginalisation socioéconomique et les inégalités*

Les autorités guinéennes se sont saisies de la question récemment, en intégrant notamment cette analyse dans le cadre de la finalisation de la Politique Nationale de Défense et de Sécurité (PNDS)<sup>5</sup>, en formulant un projet de loi anti-terrorisme, en prévoyant la création d'une commission interministérielle sur la prévention de la radicalisation intégriste, et en abordant cette problématique dans la Stratégie Nationale de Prévention des conflits en cours de formulation par le MUNC.

SFCG, pour accompagner les autorités, les communautés et tous les acteurs dans la formulation de réponses inclusives de prévention de l'extrémisme violent, a initié un projet intitulé « **Unis dans nos Différences ! Promouvoir la coexistence pacifique en Guinée** ». Ce projet est financé par la Délégation de l'Union Européenne. Dans la mise en œuvre de ce projet, SFCG apportera son expertise technique sur le sujet, basée sur plusieurs années d'expérience dans le Sahel, en Asie Centrale et du Sud-Est, au Moyen-Orient. Il apporte aussi l'expérience de la coopérative d'experts *Quale* sur les questions religieuses en lien avec le développement au Sahel.

## Les objectifs du projet :

---

**Objectif général de l'action.** Aux vues des risques posés par les nouvelles pratiques religieuses et sociales exposées ci-dessus, et de leur impact potentiel sur la cohésion sociale de la Guinée et de la sous-région dans son ensemble, Search for Common Ground (SFCG) et le partenaire de l'action *Quale* proposent une action contribuant à **prévenir les risques d'émergence d'extrémisme violent en**

<sup>3</sup> Search for Common Ground, A Peacebuilders' Guide to Transforming Violent Extremism, 2017: <https://www.sfcg.org/transforming-violent-extremism-peacebuilders-guide/>

<sup>4</sup> Bangladesh, Cameroon, Indonesia, Jordan, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Morocco, the Netherlands, Niger, Nigeria, Pakistan, Somalia, Tunisia, and Sri Lanka

<sup>5</sup> Présidence de la République, *Politique Nationale de Défense et de Sécurité*, 2013

**Guinée à travers un accompagnement des acteurs communautaires et institutionnels.** Développé en collaboration avec les institutions guinéennes concernées (Présidence, Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation, Secrétariat Général des Affaires Religieuses, Ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté), ce projet vise avant tout à soutenir les efforts de l'État guinéen et des acteurs locaux et communautaires à développer des actions concertées et inclusives de prévention de potentielles crises sécuritaires et sociales liées à l'émergence de violences à caractère religieux, et à s'écarter des mesures restrictives et stigmatisantes envers certaines communautés. L'action vient ainsi compléter les réflexions déjà entamées dans le cadre de différents groupes de travail mis en place par les acteurs susmentionnés, en proposant une approche adaptée au contexte guinéen et basée sur les pratiques et résultats obtenus dans le cadre de programmes de prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et à travers le monde.

**Objectifs spécifiques.** Dans ce cadre, l'action vise à trois objectifs spécifiques :

- ✓ **Objectif spécifique 1 :** Soutenir la formulation de réponses institutionnelles inclusives et collaboratives aux défis liés à la radicalisation et l'extrémisme violent.
- ✓ **Objectif spécifique 2 :** Renforcer les capacités des acteurs locaux à prévenir les discours et attitudes basées sur l'exclusion et la violence.
- ✓ **Objectif spécifique 3 :** Consolider la résilience communautaire aux appels à la violence par la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale dans les zones les plus à risque.

### 3. Objectifs de la Consultance

---

La mise en œuvre de ce projet, débute par une étude de base qui va permettre de :

- Réaliser une cartographie communautaire pour établir la liste des localités d'intervention prioritaire dans le cadre de l'action ;
- Comprendre les perceptions des populations et parties prenantes sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Comprendre les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience, autour de la problématique de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Comprendre les acteurs influenceurs autour des questions d'extrémisme violent en Guinée ;
- Mesurer les indicateurs de base du projet, et recueillir les indicateurs de succès du projet tels que définis par les communautés.

**Les détails sur cette étude de base sont à trouver sur le lien :**

[https://drive.google.com/drive/u/1/folders/1gKfAT5OWnZmNlv1I5a1qrMGli0\\_-4AWK](https://drive.google.com/drive/u/1/folders/1gKfAT5OWnZmNlv1I5a1qrMGli0_-4AWK)

Pour la réalisation de cette étude de base, SFCG sollicite les services de personnes ou structures spécialisées en évaluation de projet. **Il s'agira pour cette personne/structure de :**

- Faire toute la revue documentaire de l'étude ;
- Concevoir les outils de collecte de données ;
- Appuyer l'équipe DME dans la phase de collecte de données ;
- Analyser les données et rédiger le rapport de cette étude de base ;
- Faire une restitution des données de l'étude.

#### 3.1. Les tâches du/de la consultant(e) :

Pour atteindre ces objectifs, sous la supervision du Coordinateur Suivi-Evaluation de SFCG, le/la consultant(e) recruté(e) devra :

- Participer à la formalisation de la méthodologie utilisée pour cette étude et guider l'élaboration des outils de collecte de données ;
- Faire toute la revue documentaire de l'étude ;
- Coordonner la collecte des données sur le terrain ;
- Compiler les données recueillies et faire une analyse quantitative et qualitative ;

- Rédiger le rapport de l'étude de base et restituer l'étude.

### 3.2. Livrables :

A la fin de cette étude, le/la consultant(e) fournira les produits suivants :

- Un rapport final de l'étude en version Word et PDF en hard copy et électronique qui résume et analyse de la compréhension des populations sur le phénomène de l'extrémisme violent en Guinée ;
- Une présentation PowerPoint du rapport afin de restituer et de discuter avec l'équipe de mise en œuvre les résultats et recommandations de l'étude ;
- Une base des données de l'évaluation ;
- et un rapport final qui intègre toutes les remarques formulées dans le rapport préliminaire.

## 4. A propos du/de la consultant(e) et critères de sélection des offres

---

### 4.1. Formation et expérience recherchées :

- Diplôme de master ou maîtrise en Statistique, Démographie, Gestion de Projets, Sociologie, Gouvernance, Economie, ou autres domaines d'intérêt ;
- Avoir un minimum de trois (3) années d'expérience dans les domaines liés à la recherche ou les évaluations qualitatives et quantitatives des projets de développement, y compris l'élaboration de méthodologie, outils d'étude et analyse de données ;
- Maîtrise des logiciels de collecte et analyse qualitative et quantitative (SPSS, Epi-Infos, Sphinx, KoboCollect, etc) ;
- Expérience préférable dans des projets de prévention et transformation des conflits et/ou prévention de l'extrémisme violent ;
- Expérience préférable dans l'évaluation / recherche liée à des projets financés par l'Union Européenne.

### 4.2. Critère de sélection des offres

Les offres seront étudiées selon les critères suivants :

- Qualité de la méthodologie proposée ;
- Qualité de l'offre financière : réalisme des coûts proposés, adéquation entre le budget et l'offre méthodologique ;
- Profil du consultant sur base des critères détaillés ci-dessus (section « Formation et Expérience recherchées ») ;
- Qualité des rapports proposés par le consultant comme échantillon : les candidats devront fournir les liens vers 2 études réalisées en tant que chercheur principal au cours des 3 dernières années par un ou des membres de l'équipe d'évaluation proposée ;
- Autre : la qualité de la rédaction de l'offre sera également évaluée.

### 4.3. Soumission des offres techniques et financières

Les dossiers doivent être soumis par courrier électronique à [guinea-hr@sfcg.org](mailto:guinea-hr@sfcg.org) ou déposer au bureau de Search for Common Ground à Conakry, N'Zérékoré, Labé. Les emails devront être intitulés «**Offre pour le Recrutement d'un(e) Consultant(e) et/ou cabinet pour appui à la réalisation d'une étude de base sur le projet GUI507**». La date limite des dépôts des offres est fixée au 10 Juillet 2018. Le dossier de candidature doit comprendre :

- **Offre technique** de 10 pages maximum
- **Offre financière** détaillée en format Excel
- Exemple de recherches réalisées